

NRRJ



Canadian HIV/AIDS Legal Network | Réseau juridique canadien VIH/sida

NOUVELLES du RÉSEAU JURIDIQUE

N° 42 | Juillet 2011

Maintenant disponible : Rapport annuel – l'année en revue

Nous vous invitons à parcourir notre **Rapport annuel 2010–2011** (www.aidslaw.ca/rapportannuel), pour un aperçu complet de notre travail de cette année. **Le mois de juin 2011 marquait le 30^e anniversaire des premiers diagnostics de ce l'on appela plus tard le sida.** Notre rapport annuel rend hommage à l'histoire du mouvement de lutte contre le sida, en relatant des moments d'activisme mémorables à l'aide d'images tirées des Canadian Gay & Lesbian Archives (<http://www.clga.ca>), parmi autres. L'année 2010–2011 fut particulièrement occupée, au Réseau juridique. Nous avons intensifié nos campagnes existantes, notamment celle pour réformer le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM), et amorcé la mise en œuvre de notre plan stratégique quinquennal dans **quatre domaines prioritaires : les politiques sur la drogue; le VIH en prison; les droits des femmes et le VIH; et la criminalisation de la non-divulgence du VIH.** Pour commander un exemplaire imprimé du rapport annuel, veuillez écrire à info@aidslaw.ca.

En mémoire du D^r Robert Carr

Le D^r Robert Carr, ami du Réseau juridique et membre de longue date de son conseil d'administration, est décédé à Toronto le 10 mai 2011. Robert était un véritable leader mondial de la lutte contre le sida, et il nous manquera beaucoup. Lisez notre énoncé concernant son décès : www.aidslaw.ca/FR/documents/RCarr_memoriam-FRA.pdf. En 2004, Robert a fondé la coalition Caribbean Vulnerable Communities (CVC) (<http://www.cvccoalition.org/>), un regroupement d'organismes communautaires et d'agences non gouvernementales qui fournissent des services directs aux populations caraïbes particulièrement vulnérables au VIH ou souvent ignorées dans l'accès aux traitements et aux programmes de soins de santé, et qui défendent leurs intérêts. **Cette année, lors de notre 3^e Symposium, nous avons rendu hommage à Robert et au travail de la coalition CVC, en leur décernant (de concert avec Human Rights Watch) le Prix international 2011 de l'action contre le VIH/sida et pour les droits humains.**

Le Symposium – un succès

Plus de 150 militants, responsables des politiques, chercheurs et avocats ont participé à notre **3^e Symposium sur le VIH, le droit et les droits de la personne** (www.aidslaw.ca/lesymposium). Sous le thème « **En cour pour le progrès** », le Symposium a donné lieu à une série d'ateliers et de discussions de panel sur le **recours stratégique aux tribunaux pour protéger et promouvoir les droits humains des personnes vivant avec le VIH et vulnérables au VIH, au Canada et dans le monde.** Les participants ont entendu les exposés de nombreux experts du droit et de militants communautaires, à propos d'efforts devant les tribunaux afin de limiter la portée des poursuites criminelles pour non-divulgence du VIH; de contestations judiciaires des lois du Canada sur la prostitution; et de la bataille en justice entourant l'Insite, le lieu d'injection supervisée de Vancouver. Un panel de journalistes a discuté de la couverture médiatique des enjeux liés au VIH; et d'autres experts ont parlé des manières par lesquelles les organismes communautaires peuvent utiliser les médias sociaux pour promouvoir la sensibilisation et l'action sur les enjeux liés au VIH et aux droits de la

personne.

Le programme incluait aussi la **conférence publique du prof. Alan Young, avocat dans l'affaire *Bedford c. Canada***, qui a expliqué comment les dispositions du *Code criminel* du Canada relatives à la prostitution nuisent aux droits humains des travailleuses et travailleurs sexuels en accroissant leur vulnérabilité à la violence et à la mort et en rendant leur travail inutilement dangereux. Une vidéo du discours émouvant du prof. Young est accessible en ligne à <http://www.aidslaw.ca/FR/AGA2011/#conference>.

À l'occasion du Symposium, le Réseau juridique a aussi décerné ses **Prix 2011 de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains, conjointement à Human Rights Watch**. Le lauréat canadien de cette année est le Réseau d'action et de soutien des prisonniers et prisonnières vivant avec le VIH/sida (PASAN, www.pasan.org). Membre de longue date du Réseau juridique, PASAN est un organisme communautaire de défense des droits des détenus qui fournit des services de plaidoyer, d'éducation et de soutien à des détenus et ex-détenus, en matière de VIH/sida, d'hépatite C et d'autres enjeux de réduction des méfaits. Il est le seul organisme communautaire du Canada à se consacrer exclusivement à la fourniture de services d'éducation à la prévention et de soutien, en matière de VIH/sida et d'hépatite C, à des détenus, ex-détenus, jeunes en détention et leurs familles. Le Prix international 2011 de l'Action contre le VIH/sida et pour les droits humains a été décerné à feu **D^r Robert Carr à la coalition Caribbean Vulnerable Communities (CVC)** (voir la rubrique précédente). Pour plus d'information sur les lauréats actuels et antérieurs, voir www.aidslaw.ca/prix.

Un compte-rendu complet du Symposium sera publié dans le prochain numéro de la *Revue VIH/sida, droit et politiques* du Réseau juridique. En vue des prochaines éditions du Symposium, vos commentaires sont les bienvenus et appréciés — n'hésitez pas à envoyer vos suggestions de sujets à info@aidslaw.ca.

Contester les lois du Canada sur la prostitution

Le Réseau juridique et le British Columbia Centre for Excellence in HIV/AIDS (BC-CfE) ont obtenu le **statut d'intervenant conjoint devant la Cour d'appel de l'Ontario dans l'affaire *Bedford c. Canada, une contestation judiciaire des lois actuelles sur la prostitution***. En septembre 2010, la Cour supérieure de justice de l'Ontario a invalidé des dispositions du *Code criminel* qui interdisent la communication à des fins de prostitution, la tenue d'une maison de débauche et le fait de vivre des fruits de la prostitution. Ces dispositions ont été déclarées inconstitutionnelles par la juge, qui a tranché que la loi actuelle expose les travailleuses et travailleurs sexuels à des situations dangereuses. Les procureurs généraux du Canada et de l'Ontario en ont appelé de cette décision; du 13 au 17 juin, la Cour d'appel de l'Ontario a entendu les témoignages d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux. Le Réseau juridique et le BC-CfE ont soutenu que les trois dispositions en l'espèce du *Code criminel* empêchent les travailleuses et travailleurs sexuels de négocier et de pratiquer le sécurisexe. Il a été signalé que la criminalisation de la prostitution pousse les travailleuses et travailleurs sexuels vers la clandestinité et les empêche d'accéder à des services de santé comme le test de sérodiagnostic, la prévention, les traitements, les soins et le soutien en matière de VIH. **Merci à Renée Lang, de la HIV & AIDS Legal Clinic (Ontario) (HALCO), et à Jonathan Shime, du cabinet Cooper & Sandler LLP, notre avocat chevronné.** Une décision est attendue à l'automne; les implications de cet arrêt de la Cour supérieure seront importantes, puisqu'une contestation réussie influencerait très probablement d'autres ressorts canadiens.

Traitement ou torture?

Dans le cadre de la ***Campaign to Stop Torture in Health Care*** des **Open Society Foundations**, le Réseau juridique est l'auteur principal d'un rapport intitulé « **Treatment or Torture? Applying International Human Rights Standards to Drug Detention Centers** » (disponible en anglais seulement <http://bit.ly/jbr3ix>). Le rapport fait état d'abus répandus dans des centres de détention et explique que plusieurs gouvernements ont de plus en plus recours à la détention, à la cruauté, voire à la torture, pour lutter contre l'usage de drogue – une violation des traités sur les droits humains

fondamentaux qui ont été ratifiés par la plupart des pays du monde. Un document d'accompagnement, « **Treated with Cruelty: Abuses in the Name of Drug Rehabilitation** » (disponible en anglais seulement <http://bit.ly/mw5Ouh>), présente des témoignages personnels collectés auprès de détenus dans de tels établissements en Chine, au Cambodge, au Mexique et en Russie. **Les deux documents ont été publiés à l'approche du 26 juin**, qui était à la fois la **Journée internationale contre l'abus et le trafic de drogues et la Journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture**. Les publications visent à attirer l'attention sur cet enjeu important mais souvent ignoré. Il est temps que les gouvernements ferment ces centres de traitement de la toxicomanie aux pratiques abusives et redirigent leurs efforts vers les causes profondes de la dépendance à la drogue, en remplaçant ces traitements inhumains par des services communautaires et volontaires.

Revue VIH/sida, droit et politiques

Le plus récent numéro de notre publication phare, la *Revue VIH/sida, droit et politiques* 15(2), est accessible sur notre site Internet à <http://tinyurl.com/3d9t4I2>. Ce numéro contient un **sommaire des observations et recommandations clés du récent rapport du Réseau juridique et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDD) sur l'accessibilité des services de prévention, de traitement et de soins en matière de VIH pour les personnes incarcérées et les personnes qui font usage de drogue en Asie centrale**. Vous y trouverez aussi des articles sur des développements juridiques et de politiques au Canada et dans le monde, et des comptes-rendus d'affaires juridiques liées au VIH, comme les récentes contestations du *Code criminel* et des droits à l'égalité en vertu de la *Charte canadienne des droits et libertés*. Pour recevoir par la poste un exemplaire imprimé du dernier numéro de la *Revue*, veuillez écrire à info@aidslaw.ca.

AIDSLEX encore plus accessible

AIDSLEX (<http://www.aidslex.org/French/Home-Page/>), source inestimable d'information et de documentation sur les enjeux liés au VIH, aux droits humains et au domaine juridique, est un service du Réseau juridique. En mai, **un volet d'AIDSLEX en arabe et un volet en chinois standard se sont ajoutés aux ressources qui existaient déjà en français, en anglais, en espagnol et en russe**. Cela correspond aux langues officielles des Nations Unies. Des individus et des organismes qui n'avaient peut-être pas la possibilité de consulter AIDSLEX jusque là peuvent à présent utiliser la panoplie d'instruments qu'offre le site, pour la promotion et la défense des droits humains des personnes vivant avec le VIH ou qui y sont vulnérables. Ces instruments incluent le réseautage avec d'autres organismes aux orientations similaires et l'accès à des documents comme des décisions de tribunaux, des déclarations et des résolutions, en arabe et en chinois standard. D'ailleurs, nous ajoutons régulièrement des documents à la bibliothèque électronique d'AIDSLEX.

Nouveaux et nouvelles collègues

En décembre 2010, **Janet Butler-McPhee** s'est jointe à l'équipe du Réseau juridique, à titre de directrice des communications, et depuis elle s'est investie à fond et sans relâche afin que la voix du Réseau juridique soit bien entendue, dans les nombreux dossiers qui nous occupent, à l'intersection du VIH/sida et des droits humains. Avant d'être des nôtres, elle a été directrice des communications pour des initiatives internationales multiniveaux concernant les réfugiés ainsi que la santé maternelle, à la Mailman School of Public Health de l'Université Columbia, à New York. Elle avait aussi été directrice des communications pour Environnement Canada, à Vancouver et à Ottawa. Elle détient un baccalauréat en Arts (avec distinction) en études anglaises, de l'Université Saint Francis Xavier, un diplôme post-baccalauréat en Communications de l'Université Simon Fraser, et une maîtrise en Science (avec distinction), spécialité communications stratégiques, de l'Université Columbia.

En avril, **Eli Arkin** s'est joint à notre équipe à temps plein, à titre de chercheur et d'agent principal du soutien aux programmes, après avoir été bénévole auprès de nous pendant quatre mois. Eli a assisté l'unité des communications et nos analystes des politiques, grâce à ses solides compétences analytiques et de recherche; il contribue aussi à AIDSLEX et à la *Revue VIH/sida, droit et politiques*. Son travail antérieur inclut le poste de conseiller en développement organisationnel pour une

association de développement rural au Mozambique. Il a aussi travaillé à Inuvik (T.N.-O.) comme coordonnateur en évaluation environnementale, pour une commission d'examen environnemental. Il détient un baccalauréat spécialisé en études environnementales, de l'Université Trent.

En mai, nous avons accueilli deux étudiants en droit, **Shalini Thomas** et **Rémi Weiss**, qui sont en stage avec nous pour l'été. Shalini a récemment complété sa deuxième année à la Faculté de droit de Queen's University. L'été dernier, elle a travaillé pour un ONG du domaine des droits humains à Cape Town, Afrique du Sud; cela a stimulé en elle l'intérêt à mieux connaître le monde du travail en matière de droits humains, aux paliers domestique et international. Rémi amorce sa troisième année à la Faculté de droit de l'Université McGill. Étant originaire de France, il a fait un baccalauréat et une maîtrise en droit civil français. Ses champs d'intérêt incluent la criminalisation de la transmission du VIH ainsi que les pratiques discriminatoires à l'égard des personnes vivant avec le VIH/sida.

Changements au conseil d'administration et élection

Nous sommes ravis d'accueillir **Micheal Vonn** et **Ken Buchanan** au sein de notre conseil d'administration, comme suite à notre récente assemblée générale annuelle. Micheal est avocate et travaille comme directrice des politiques à la BC Civil Liberties Association depuis 2004.

Impliquée dans des enjeux liés au VIH depuis les années 1980, elle a été éducatrice et gestionnaire de cas pour AIDS Vancouver. Elle est fréquemment appelée à commenter divers sujets liés aux libertés civiles, comme la vie privée, la sécurité nationale, le maintien de l'ordre, la surveillance et la liberté d'expression. Ken est vice-président de la Positive Living Society of BC (anciennement la BC Persons with AIDS Society) et il siège à son conseil d'administration depuis 2005. Il est président du Comité sur la représentation communautaire et l'engagement, qui est le principal véhicule de l'organisme pour entraîner des changements importants dans les politiques gouvernementales et la législation. Ken est séropositif au VIH depuis 2004 et a la coïnfection à hépatite C. Par ses expériences personnelles, il a développé une compréhension et une compassion profondes, concernant divers défis auxquels font face quotidiennement des personnes vivant avec le VIH, y compris les problèmes psychologiques, sociaux et physiques liés au VIH.

Daphne Spencer et **Darlène Palmer** ont toutes deux terminé, à l'a.g.a., leur dernier mandat au conseil d'administration. Daphne s'était jointe au conseil en 2009; Darlène, qui y siégeait depuis 2004, a été vice-présidente en 2006–2007. **Le Réseau juridique leur exprime sa profonde gratitude pour leurs contributions ainsi que ses meilleurs vœux pour leurs projets futurs.**

Ici et là

Du 3 au 7 avril, notre analyste principale des politiques Sandra Chu a participé au 22^e Congrès international de l'International Harm Reduction Association, à Beyrouth. Elle a présenté un exposé sur les stratégies du Réseau juridique pour le plaidoyer en faveur de programmes d'échange de seringues en prison, et était coauteure d'un exposé sur le plaidoyer en matière de travail sexuel au Canada, conjointement à Maggie's et STELLA. Alyson Symington, elle aussi analyste principale des politiques, a assisté avec Sandra au 20^e Congrès canadien annuel de la recherche sur le VIH/sida (CARV 2011), à Toronto, du 15 au 17 avril. Sandra siégeait au sous-comité du programme de cet événement-satellite du CARV, concernant les femmes et le VIH, qui visait à initier le développement d'un ordre du jour complet pour la recherche sur les femmes, les filles, les femmes trans et le VIH/sida au Canada.

Le mois de juin a été particulièrement bien rempli pour notre directeur général, Richard Elliott. Il a commencé à Edmonton, par l'exposé de plénière inaugurale lors de la 11^e Alberta Harm Reduction Conference. Au fil du mois, il a présenté des exposés sur la criminalisation de l'exposition au VIH lors d'événements organisés par des membres du Réseau juridique et d'autres organismes pertinents, à Winnipeg, Ottawa et Halifax. Il est allé ensuite à Sao Paulo, Brésil, pour une rencontre de parlementaires et d'organismes de la société civile, où il était question de propriété intellectuelle et d'accès aux traitements. Lors de cette rencontre, il a parlé du Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM) et des efforts pour procéder à sa réforme (le projet de loi C-393). La semaine

dernière, Richard a participé au Forum du partenariat du Fonds mondial, également à Sao Paulo. Il y a notamment fourni des commentaires sur le prochain plan quinquennal du Fonds mondial, avec une attention particulière aux enjeux de droits humains.

Mikhail Golichenko, analyste principal des politiques, a pris part à plusieurs événements internationaux où il a fait valoir le bien-fondé des principes de la réduction des méfaits et la nécessité de politiques en matière de drogue qui soient fondées sur des données probantes, en Europe de l'Est et en Asie centrale. Il a notamment participé à une audition régionale de la Commission sur le VIH et le droit, à Chisinau, Moldavie, de même qu'à des consultations du Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la santé.

Et pour finir...

Le Réseau juridique compte sur de multiples sources de financement pour exécuter son travail de promotion des droits des personnes qui vivent avec le VIH et des communautés à risque en ce qui a trait au VIH. Les dons individuels constituent une source vitale de financement qui contribue à assurer notre indépendance. Nous vous invitons à faire un don, déductible du revenu imposable, à www.aidslaw.ca/dons.

Au sujet du Réseau juridique canadien VIH/sida

Le Réseau juridique canadien VIH/sida (www.aidslaw.ca) œuvre à la promotion des droits humains des personnes vivant avec le VIH/sida ou vulnérables au VIH, au Canada et dans le monde, par ses travaux de recherche, d'analyse juridique et des politiques, d'éducation et de mobilisation communautaire. Le Réseau juridique est l'organisme chef de file au Canada sur les enjeux juridiques et de droits de la personne liés au VIH/sida.

Réseau juridique canadien VIH/sida
1240, rue Bay, bur. 600
Toronto (Ontario) Canada M5C 3A5
Téléphone : +1 416 595-1666
Télécopieur : +1 416 595-0094
Courriel : info@aidslaw.ca
Internet : www.aidslaw.ca